

La hauteur des lignes peut être modifiée
Supprimer les lignes excédentaires si besoin

FIPD 2018 Programme A - DEPARTEMENT : 02 (Aisne)

PORTEUR DE PROJET	INTITULÉ DE L'ACTION	DESCRIPTIF ET OBJECTIFS DE L'ACTION	PUBLIC CONCERNÉ		COUT TOTAL DE L'ACTION 2018	SUBVENTION DEMANDÉE AU FIPD EN 2018	SUBVENTION FIPD ACCORDÉE EN 2018	TAUX DE COFINANCEMENT FIPD
			Nombre de personnes ciblées	Mineurs / Majeurs / Min & Maj (Menu déroulant)				
collectivité	Accueillir des personnes condamnées (TIG) et les intégrer dans notre structure	Le TIG vise 3 objectifs : - sanctionner le condamné en lui faisant effectuer une activité au profit de la société, dans une démarche réparatrice, tout en lui laissant la possibilité d'assumer ses responsabilités familiales, sociales et matérielles. - permettre au tribunal d'éviter de prononcer une peine d'emprisonnement de courte durée dès lors qu'elle ne s'avère pas indispensable eu égard à la personnalité du condamné et à la gravité des faits qui lui sont reprochés. - impliquer la collectivité dans un dispositif de réinsertion sociale des condamnés.	150	Majeurs	5 367,64 €	2 683,82 €	2 201,00 €	41 %
association	Atelier "Remotiv" scolaire	- Mieux appréhender les raisons du décrochage scolaire - Lutter contre ce décrochage - Renforcer le maillage institutionnel et partenarial sur le territoire - Rendre les familles et les collégiens auteurs de la réussite scolaire - Remotiver les élèves concernés par un parcours citoyen en lien avec le programme d'éducation civique	600	Mineurs	3 000,00 €	1 000,00 €	650,00 €	22 %
collectivité	Chargé de prévention de la récidive et de la radicalisation	Prise en charge des personnes sous main de justice dans le but de prévenir la récidive. Sensibiliser les professionnels à la prévention de la radicalisation	25	Majeurs	35 173,00 €	5 000,00 €	2 750,00 €	8 %
association	SOS PAPIERS	L'action « SOS Papiers », prestation spécifique à destination des personnes détenues du CP de Laon, a pour objectif de mener avec les bénéficiaires un travail d'autonomisation dans leurs démarches administratives et sociales en tenant compte de leurs difficultés et en favorisant une meilleure compréhension du fonctionnement des services administratifs, afin de préparer leur libération dans un double objectif d'insertion et de prévention des risques de récidive.	400	Majeurs	23 079,00 €	6 000,00 €	1 600,00 €	7 %
collectivité	Prévention de la délinquance et citoyenneté	Le projet a pour finalité de prévenir le décrochage scolaire. Les objectifs sont : - de prendre en charge des jeunes en situation d'exclusion - de les accompagner et leur permettre d'utiliser ce temps pour faire le point sur leurs difficultés au sein de leurs établissements et travailler les règles - de retisser du lien entre l'élève et l'établissement scolaire - d'amener l'élève à s'ouvrir sur le milieu du travail ainsi que sur le fonctionnement des institutions	100	Mineurs	15 470,00 €	7 735,00 €	2 500,00 €	16 %
association	Prévention récidive auprès de jeunes suivis par les services du SPIP de l'Aisne	Dans un objectif de prévention de la récidive, l'action vise à permettre aux jeunes de réfléchir aux conséquences pénales, humaines et émotionnelles de leurs actes et d'adapter leurs comportements aux règles de citoyenneté pour un "vivre en société" plus harmonieux.	45	Majeurs	1 080,00 €	648,00 €	648,00 €	60 %
association	Accompagnement vers la liberté de jeunes détenus en fin de peine, décidés à rompre avec leur parcours de délinquance	Poursuivre le travail avec les SPIP dans les établissements pénitentiaires pour accueillir des jeunes que la ferme de Moyembrie (avec ses spécificités) saura accompagner efficacement. Poursuivre la collaboration avec le Conseiller d'Insertion et de Probation référent de la ferme par des temps d'échange et de bilans, avec les jeunes résidents et leur référent à la ferme, l'ASP, le CIP et le coordinateur. Poursuivre le travail effectué avec les référents. Chaque encadrant forme et accompagne 3 résidents dans le cadre de son domaine d'activité (maraîchage, élevage, entretien...) Poursuivre l'organisation d'activités extérieures Poursuivre la lutte contre la récidive en mobilisant un large partenariat au-delà des services judiciaires pour un suivi renforcé dans le cadre d'un placement extérieur et en créant les conditions de vie propices à une socialisation et à une réinsertion.	40	Majeurs	44 050,00 €	20 000 €	20 000,00 €	45 %
collectivité	Boost ton avenir	La finalité de cette action est de prévenir la délinquance en améliorant la situation globale des jeunes. - Rencontrer les jeunes (Aller vers) - Accompagner les jeunes physiquement - Assurer le suivi et l'évolution de la situation	15	Mineurs/m s	25 644,68 €	12 822,34 €	5 000,00 €	19 %
collectivité	COOPÉRER ENTREPRENDRE ET S'INSÉRER	Le projet vise à lutter contre le décrochage scolaire, les situations d'errance, la délinquance chez les s les plus éloignés de l'éducation la formation et l'insertion, en leur proposant durant quelques mois de devenir des entrepreneurs sociaux, d'acquies de nouvelles compétences dans les métiers de la restauration, les métiers de bouche, la livraison, le service. Renforcer l'éducation à la citoyenneté par la valorisation d'actes citoyens des jeunes décrocheurs vers les population seniors isolés et les plus fragiles. Encourager et accompagner les jeunes dans leurs parcours d'insertion sociale et professionnelle. Favoriser la mixité fille / garçon . Lutter contre les incivilités	20	Mineurs/m s	47 100,00 €	11 000,00 €	3 000,00 €	6 %
association	Suivi judiciaire thérapeutique (SJT)	Prévenir la récidive auprès des personnes, connues de l'institution judiciaire, dont la délinquance paraît en lien, à un titre ou à un autre, avec une addiction à l'alcool et ce, en s'inspirant des pratiques étrangères connues sous le vocable de "juridiction résolutive de problèmes" et en mettant en œuvre les principes de la "jurisprudence thérapeutique".	150	Mineurs/m s	60 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	17 %
collectivité	A la découverte des institutions judiciaires 2018	Transmettre les notions de citoyenneté et de respect aux jeunes citoyens de demain, Inculquer aux jeunes le principe des droits et des devoirs, Responsabiliser les jeunes face à leurs actes dans la vie quotidienne, Prévenir la délinquance et lutter contre les incivilités.	60	Mineurs	3 120,00 €	1 450,00 €	1 250,00 €	40 %
						Total axe 1	49599 €	

association	"Défends-toi!"	Nous souhaitons par ce projet aider ces jeunes filles à augmenter leur pouvoir d'action en : - promouvant, mobilisant l'initiative individuelle (affirmation de soi) pour la réalisation d'une action à portée humaniste et citoyenne - ouvrant les jeunes sur le monde extérieur (sorties culturelles permettant de se projeter dans d'autres lieux) - Offrant un soutien et un espace de parole à ces s filles et à leur famille - améliorant leur estime d'elle-même, leur rapport à elle-même et aux autres - les informant sur leurs droits et les dispositifs existants (CIDFF, PUJ, CIJ, CIO, mission locale...) - prévenant et luttant contre les violences faites aux femmes (violences psychologiques, physiques et sexuelles)	120	Mineurs/m s	2 000,00 €	1 000,00 €	600,00 €	30 %
association	centre de soin départemental pour auteurs de violences conjugales	Permettre une prise en charge rapide, cohérente et spécialisée des personnes placées sous main de justice ayant commis des faits de violences intrafamiliales, dans une perspective de prévention de la récidive.	150	Mineurs/m s	48 650,00 €	18 000,00 €	5 300,00 €	11 %
association	Développement de permanences juridiques en milieu rural	Apporter aide et soutien aux victimes d'infractions pénales et en priorité dans le cadre des violences intrafamiliales Faciliter l'accès au droit	30	Mineurs/m s	10 440,00 €	2 350,00 €	1 500,00 €	14 %
association	Permanences hebdomadaires en commissariat de Police	Améliorer la prise en charge des victimes d'infractions pénales au plus près de la commission des faits dans le commissariat de police de son territoire ou la brigade de proximité. Accueillir les victimes de violences, les orienter et les informer de leurs droits	400	Mineurs/m s	20 880,00 €	3 000,00 €	2 000,00 €	10 %
association	Poste de référent violences	Développer une prise en charge globale et dans la durée, des femmes victimes de violences conjugales. Animer et coordonner les 2 réseaux de professionnels (Territoire de Laon et territoire de Chauny, Tergnier et La Fère) afin d'établir une véritable cohérence entre chacun et permettre des relais opérationnels dans les situations traitées. Informer et répondre aux besoins des professionnels en matière de droits et de dispositifs. Mettre en place des actions du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes	250	Mineurs/m s	5 000,00 €	2 500,00 €	1 000,00 €	20 %
association	Formation des professionnels à l'ordonnance de protection	Connaitre et savoir utiliser l'ordonnance de protection pour aider les victimes de violences conjugales: - connaître le dispositif - comprendre son utilité - savoir informer une personne victime - l'aider à faire valoir ses droits	120	Majeurs	7 000,00 €	4 500,00 €	1 500,00 €	21 %
association	Point Écoute Information Conseil à Guise	Soutenir les personnes en difficultés, en particulier les femmes et surtout celles qui se retrouvent à la tête de familles monoparentales, seules à gérer les questions de la vie quotidienne, en offrant un temps et un espace d'écoute, d'information et de conseil au plus près de chez elles, ouvert à tous, y compris aux personnes étrangères. Cet espace d'écoute vise à favoriser un mieux-être personnel et familial, des relations interpersonnelles apaisées, un mieux vivre ensemble avec un renforcement des capacités à agir à bon escient en apportant des informations et des conseils personnalisés adaptés aux besoins de chacun-e : • une aide à la réalisation des démarches, • un accès aux droits avec une information juridique décryptée, • un soutien psychologique aux femmes confrontées aux violences intrafamiliales, mais aussi à toute personne qui ressent le besoin d'avoir une écoute • un soutien des parents dans leur rôle éducatif.	50	Majeurs	4 000,00 €	1 500,00 €	600,00 €	15 %
association	Réalisation de supports de communication	Dupliquer les supports de communication créés par le réseau violence départemental pour élargir la communication sur tout le département et ainsi toucher un maximum d'habitants du département. Participer aux actions des institutions et associations de l'Aisne tout au long de l'année (dont le 08 mars et le 25 novembre) et les accompagner dans la lutte contre toutes formes de violences faites aux femmes et aux dommages collatéraux au sein de la famille. Faire davantage connaître le 3919, le 17, les réseaux de l'Aisne, les droits et les devoirs de chacun. Prévenir cette violence auprès des plus jeunes qui sont les adultes de demain. Libérer la parole Renforcer le partenariat pour un meilleur accompagnement des victimes.	2000	Mineurs/m s	4 500,00 €	4 500,00 €	1 500,00 €	33 %
collectivité	Prévention du harcèlement scolaire et des violences faites aux femmes	Informers les établissements scolaires (collèges, lycées) de l'agglomération de la compétence Politique de la Ville notamment en matière de prévention de la délinquance (harcèlement scolaire et violences faites aux femmes) Programmer 4 interventions en 2018 dans les établissements scolaires, dans le cadre du Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté soit pour sensibiliser à l'égalité garçon/fille soit pour sensibiliser au processus de harcèlement scolaire Mettre en place 1 action tout public au sein des quartiers prioritaires pour informer sur les violences faites aux femmes et sur le dispositif du numéro d'appel national à partir des jetons de caddies estampillés 3919	50	Mineurs/m s	3 150,00 €	1 575,00 €	1 000,00 €	32 %
association	Soutien psychologique aux victimes de violences conjugales	- Soutenir les femmes lors de situations difficiles ou de temps clés de leur vie telles que les situations de violences conjugales ou les grossesses précoces - Rompre l'isolement et la détresse des personnes victimes de violences, les soutenir dans leur sortie des situations de violence et les aider dans leur parcours de reconstruction, - Apporter aux partenaires, associations, structures d'accueil, travailleurs sociaux, forces de l'ordre, une aide dans la prise en charge et le suivi des situations qu'ils rencontrent.	90	Mineurs/m s	25 000,00 €	7 500,00 €	2 000,00 €	8 %

collectivité	Café débat	Il s'agit : - Dans un premier temps, de sensibiliser, d'informer et d'échanger avec les habitants autour des différentes formes de violences commises dans le cadre de la sphère familiale, au sein du couple, à l'encontre des enfants et également des ascendants. - Puis également de permettre aux acteurs locaux concernés par la thématique, de présenter les actions et dispositifs existants sur le territoire. - Et pour finir, d'orienter ou d'accompagner les personnes qui ont besoin d'être dirigées vers les structures pouvant répondre aux difficultés rencontrées.	30	Mineurs/m s	7 860,00 €	3 532,00 €	2 000,00 €	25 %
collectivité	aide aux victimes, prévention et lutte contre les violences intrafamiliales et les violences faites aux femmes	Sensibiliser et informer la population (enfants, jeunes, parents et seniors) Rendre acteur les participants Favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et promouvoir l'égalité homme/femme	60	Mineurs/m s	16 100,00 €	11 000,00 €	3 000,00 €	19 %
association	Accès au Droit pour tous et référent pour les victimes de violences conjugales	Au titre de l'accès au Droit pour tous : Mieux informer les citoyens sur les questions de justice, Faciliter l'accès aux institutions judiciaires, Organiser l'accueil des victimes d'infractions pour une meilleure écoute, une orientation vers les services compétents, Promouvoir, notamment envers le public jeune, les droits et devoirs liés à l'exercice de la citoyenneté. Assurer un accueil et une prise en charge de proximité en délocalisant les permanences de la juriste dans les locaux de la Brigade de Gendarmerie Au titre des violences conjugales : Être référente du réseau de professionnels constitué localement Apporter des réponses concrètes aux situations repérées de violences conjugales et assurer une continuité d'accompagnement et de prise en charge des publics Améliorer la prise en charge globale des victimes de violences conjugales. Résoudre des situations individuelles. Assurer la concertation et la cohérence des interventions	500	Mineurs/m s	29 750,00 €	2 000,00 €	1 100,00 €	4 %
association	Colloque à destination des professionnels	- Organiser une journée de sensibilisation dans le cadre de la semaine internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. - Sensibiliser les professionnels de Thiérache sur une thématique qui pourra les accompagner dans leurs missions professionnelles. - Donner la possibilité au public de participer sur cette thématique au travers d'une pièce de théâtre interactive.	100	Mineurs/m s	4 750,00 €	3 200,00 €	2 000,00 €	42 %
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'AISNE	Travailleur social en gendarmerie	Assurer l'interface entre la gendarmerie et les services sociaux afin de favoriser une prise en charge globale des personnes reçues	1020	Mineurs/m s	41 402,00 €	20 701,00 €	20 701,00 €	50 %
						Total axe 2	45801 €	

collectivité	Prévention des atteintes aux personnes vulnérables	Sensibiliser les seniors sur les faits de cambriolages par fausses qualités, d'escroqueries, de vols à l'hé et d'arnaques sur internet.	912	Majeurs	2352 €	1176 €	600,00 €	26 %
						Total axe 3	600 €	
								DI=0 □
								DI=0 □
								DI=0 □
						Total autres		

Total Prog A	96000 €
---------------------	----------------

Proportion de l'axe 1 dans le total	51,67 %
Proportion de l'axe 2 dans le total	47,71 %
Proportion de l'axe 3 dans le total	0,63 %
Proportion des autres actions dans le total	

Sécurisation des établissements scolaires [Code Activité CHORUS : 0216081008A1]

En cas de besoin supprimer les lignes excédentaires

FIPD 2018 Programme D - DEPARTEMENT : AISNE

Numéro du département : 02

COMMUNE	NATURE DU PROJET	MONTANT DE L'OPERATION	MONTANT DE LA SUBVENTION ACCORDEE	TAUX D'AVANCEMENT	NOMBRE TOTAL D'ETABLISSEMENTS CONCERNES	DONT ETABLISSEMENTS PUBLICS				DONT ETABLISSEMENTS PRIVES		
						Nombre TOTAL d'Établissement public	Ecole Maternelle et primaire	Collège public	Lycée public	Ecole privé Catholique	Ecole privé juive	Autre école privée
établissement scolaire	Alarme anti-intrusion pour l'école primaire.	3 330,36 €	2 220,00 €	66,66 %	1	1	1					
établissement scolaire	Porte acier avec serrure.	1 931,00 €	1 544,00 €	79,96 %	1	1	1					
établissement scolaire	Mise en place de barrière aux abords de l'école.	2 700,00 €	1 800,00 €	66,67 %	1	1	1					
établissement scolaire	- Pose de deux alarmes spécifiques - Pose d'un portail - Verrou à l'intérieur des classes.	17 025,00 €	3 500,00 €	20,56 %	1	1	1					
établissement scolaire	Installation d'un système de vidéo-protection.	1 971,29 €	1 550,00 €	78,63 %	1	1	1					
établissement scolaire	Pose de visiophones.	2 071,20 €	1 650,00 €	79,66 %	1	1	1					
établissement scolaire	Mise en place des alarmes anti-intrusion.	1 848,00 €	1 478,00 €	79,98 %	1	1	1					
établissement scolaire	- installation d'alarmes anti-intrusion et d'un système de vidéo-protection ; - mise en place de portails avec ouverture et fermeture à distance ; - installation de grilles de sécurité.	21 800,31 €	5 300,00 €	24,31 %	1					1		
établissement scolaire	- Mise en place d'une alarme anti-intrusion ; - Dispositif de gâche électrique pour le contrôle des accès.	5 183,93 €	1 100,00 €	21,22 %	1	1	1					
établissement scolaire	Pose d'alarmes anti-intrusion dans les écoles.	33 804,00 €	6 770,00 €	20,03 %	12	12	12					
établissement scolaire	Installation de visiophones/interphones dans les écoles.	58 219,00 €	11 650,00 €	20,01 %	11	11	11					
établissement scolaire	Installation d'un système d'alarme anti intrusion.	2 500,80 €	2 000,00 €	79,97 %	1					1		
établissement scolaire	Installation d'un système alarme et d'un visiophone.	15 092,59 €	4 500,00 €	29,82 %	1	1	1					
établissement scolaire	installation d'un système de vidéo-surveillance au portail d'entrée.	7 200,00 €	3 672,00 €	51,00 %	1	1	1					
établissement scolaire	Mise en place de barrières pour sécuriser les accès de l'école.	3 257,60 €	2 172,00 €	66,67 %	1	1	1					

Sécurisation des établissements scolaires [Code Activité CHORUS : 0216081008A1]

établissement scolaire	Installation d'un interphone au portillon de l'école.	1 144,00 €	915,00 €	79,98 %	1	1	1					
établissement scolaire	- sécuriser les bâtiments scolaires - installation de volets roulants.	21 041,00 €	5 630,00 €	26,76 %	1	1	1					
établissement scolaire	Installation de visiophones.	2 278,00 €	1 139,00 €	50,00 %	3	3	3					
établissement scolaire	Contrôle des accès (serrure, kit vidéophone, kit caméra minidome, codet).	22 359,00 €	7 000,00 €	31,31 %	1	1	1					
établissement scolaire	mise en place d'un système alarme anti intrusion.	4053,88	850,00 €	20,97 %	1	1	1					
	TOTAUX	228 810,96 €	66 440,00 €		43	41	41			2		

En cas de besoin supprimer les lignes excédentaires

Numéro du département : 02

COMMUNE	NATURE DU PROJET	MONTANT DE L'OPERATION	BASE ELIGIBLE	MONTANT DE LA SUBVENTION ACCORDEE	Taux de financement par rapport à la base ELIGIBLE
commune	Projet d'installation d'un système de vidéo.	4 142,58 €	828,52 €	2 058,00 €	49,68 %
commune	Extension du réseau (ajout de caméras) et remplacement des caméras existantes par du matériel plus performant.	38 730,00 €	7 746,00 €	14 762,00 €	38,12 %
commune	installation d'une vidéo-surveillance aux trois entrées du village.	32 801,67 €	6 560,33 €	6 600,00 €	20,12 %
commune	Mise en place d'un système de vidéo-surveillance en prévention d'actes malveillants (14 caméras).	134 995,00 €	26 999,00 €	30 000,00 €	22,22 %
commune	Mise en place d'un système de vidéo-protection urbain avec transfert des images par boucle locale radio sécurisée (11 caméras).	72 611,20 €	14522,24	15 000,00 €	20,66 %
		283280€	56656€	68420€	

Liens FSE - population

En cas de besoin
supprimer les lignes
excédentaires

numéro du département : 02

PORTEUR DE PROJET	INTITULÉ DE L'ACTION	DESCRIPTIF ET OBJECTIFS DE L'ACTION	PUBLIC CONCERNÉ	COUT TOTAL DE L'ACTION 2018	SUBVENTION DEMANDÉE AU FIPD EN 2018	SUBVENTION FIPD ACCORDÉE EN 2018	TAUX DE COFINANCEMENT FIPD
commune	Amélioration du lien entre les forces de sécurité de l'État et la population dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les zones de sécurité prioritaires	Les objectifs sont les suivants : permettre à la population d'échanger directement avec les forces de sécurité, informer et communiquer avec les habitants sur les différents métiers des forces de sécurité de l'État et sur leurs activités quotidiennes, faire évoluer les représentations mutuelles et déconstruire les stéréotypes. Action proposée en collaboration avec la CSP de Saint-Quentin, il s'agit d'interventions ponctuelles des services de police au sein des centres sociaux, de tables rondes pour répondre sans barrière aux questions des jeunes mais également aux problématiques suivantes : l'utilisation d'internet, les réseaux sociaux et de leurs dangers. Ces rencontres qui devraient débiter lors du dernier trimestre 2018 et se poursuivront en 2019, mettront également en avant les métiers de la police.	Public de jeunes	2000 €	1500 €	1500 €	75,00%
commune	Réunissons-nous autour du sport	Les objectifs sont les suivants : permettre les échanges et faciliter la communication entre la population et les forces de sécurité de l'État, agir sur les représentations mutuelles, faire évoluer ces représentations et déconstruire les stéréotypes et promouvoir la citoyenneté. Le projet se déroulera sur l'année 2018 et 2019. Il s'organisera en plusieurs étapes : animations ludiques régulières en soirée (partenariat entre le secteur jeunesse du centre social et l'association sportive du commissariat) ; Projet vidéo avec les jeunes, en partenariat avec la police municipale et ciné village durant les vacances d'automne ; Un tournoi sportif en nocturne vers mars 2019 co-organisé entre les services de la ville et la police. Les équipes seraient mixtes entre jeunes et force de l'ordre ; Une sortie pour les jeunes ciblés organisée de manière conjointe avec la police sur un site propice aux activités physiques.	jeunes résidents QPV entre 6 et 30 ans, garçons et filles	6000 €	3000 €	3000 €	50,00%
commune	Jeunes, adultes et sécurité dans mes quartiers	Les objectifs sont les suivants : Travailler sur la représentation des jeunes des quartiers vis à vis des forces de sécurité, instaurer un lien de confiance entre jeunes et force de sécurité, préparer un échange sur les missions des forces de sécurité. Ce projet comporte 4 axes : 1 - Faire intervenir des militaires de la gendarmerie afin de faire découvrir les missions de sécurité ; 2 - Organiser au sein du QPV avec l'association "la boîte aux étoiles" des rencontres récréatives autour de jeux de coopération reliant force de sécurité, jeunes, parents, et tout habitant des quartiers prioritaires ; 3 - Organiser une olympiade (tournoi), sur des temps de vacances scolaires, qui réunirait les forces de sécurité et les habitants des quartiers autour de jeux collectifs (foot, basket...); 4 - Sollicitation du conseil citoyen pour travailler sur les représentations et les attentes des habitants des quartiers vis à vis de la sécurité (enquêtes, sondages...)	jeunes et jeunes adultes des QPV	3400 €	1500 €	1500 €	44,12%
commune	Amélioration du lien entre les forces de sécurité de l'État et la population	Les objectifs sont les suivants : Informer, sensibiliser et communiquer auprès de la population sur les différents métiers des forces de sécurité de l'État, ainsi que sur les activités menées. Permettre les échanges et faciliter la communication entre la population et les forces de sécurité de l'État. Agir sur les représentations mutuelles. L'action sera la suivante : activités ludiques entre les centres sociaux et le commissariat.	Les jeunes présents dans les centres sociaux	1000 €	500 €	500 €	50,00%
association	réunir les enfants avec la police autour des abeilles	- favoriser les échanges entre les enfants et la police autour des abeilles au rucher du commissariat de Château-Thierry - Sensibiliser les enfants aux problématiques de la biodiversité de la protection de l'environnement et du développement durable - donner une autre image des policiers aux jeunes des quartiers prioritaires et favoriser le dialogue entre eux	Jeunes, garçons et filles des QPV	1904 €	1587 €	848 €	44,54%
					8 087 €	7348 €	